

suivre l'exemple du gouvernement pour freiner l'inflation. Il précise que les compagnies doivent se plier aux directives du gouvernement sous peine de voir se multiplier les contraintes. Les deux derniers points ne portent pas directement sur l'expansion régionale, mais ils sont révélateurs du genre d'initiatives que le gouvernement pourrait prendre pour faire quelque chose en ce sens.

Le gouvernement actuel s'en remet de toute évidence au développement régional dans le cadre de la société juste et j'aimerais examiner, pendant un instant, quelles mesures pourraient être proposées, compte tenu de ces cinq initiatives, afin de supprimer dans les provinces des Prairies, et par la même occasion, je l'espère, dans d'autres provinces, les disparités régionales.

La première initiative du gouvernement est précisément la réduction de ces disparités. Il pourrait commencer, à mon avis, par la politique tarifaire. J'ai entendu dire que l'une des manières de s'y prendre consisterait à avoir une politique tarifaire régionale plutôt que nationale. Je ne crois pas que ce soit réalisable. Je ne crois pas qu'on puisse le faire. On pourrait toutefois songer à une zone de libre échange en Amérique du Nord. Ce serait difficile, mais on pourrait y parvenir et les bénéfices en seraient énormes. En tout cas, le gouvernement devrait s'efforcer sans relâche de réduire les barrières commerciales sur une base multilatérale et il devrait examiner notre industrie sous tous ses aspects pour voir si des ententes commerciales, comme l'accord sur l'automobile, sont possibles.

L'accord commercial sur l'automobile a été signé afin de mettre fin, si possible, au déséquilibre énorme en devises qui existait dans l'industrie et le commerce de l'automobile entre les États-Unis et le Canada. Le gouvernement a déclaré qu'il instituerait un système de libre-échange entre les États-Unis et le Canada dans le cas où les fabricants d'automobiles augmenteraient leur production au Canada. Il en est résulté que les fabricants d'automobiles ont été invités à accroître leur production et c'est ce qu'ils ont fait. Un certain nombre d'usines ont été construites. Deux usines importantes ont été construites par les firmes les plus en vue. Ce qui m'a frappé, entre autres, c'est que ces deux usines ont été construites dans les provinces centrales: en Ontario et au Québec. L'accord sur l'automobile veut que les véhicules vendus à Winnipeg ne proviennent pas d'usines situées en territoire canadien, mais d'usines situées au Kansas, à Minneapolis et à Omaha. Bref, ces usines construites par les firmes en question auraient pu être installées dans presque n'importe quelle partie du Canada. Pour ce qui est des accords commerciaux, il nous faut

veiller à ce que les diverses régions du Canada en bénéficient.

La deuxième initiative gouvernementale évoquée dans le discours du trône avait trait à l'affectation d'une plus grande part de notre revenu national au programme entrepris pour surmonter les disparités régionales. A mon sens, cet objectif pourrait être atteint par la régionalisation des programmes gouvernementaux. Je pense plus particulièrement à une régionalisation des activités des ministères. Le discours du trône fait mention d'un Centre de recherche canadien sur le développement international. Il s'agit là d'une idée remarquable, mais j'espère qu'au moment où il faudra déterminer l'emplacement de ce centre le gouvernement songera à l'ensemble des régions du pays et pas seulement à une ou deux d'entre elles.

Les achats du gouvernement pourraient être plus largement répartis afin que les diverses régions du Canada puissent en bénéficier davantage. Si les honorables sénateurs pensent que le gouvernement ne pourrait pas aider sensiblement les industries régionales grâce à ses achats, je leur conseille alors de se reporter à l'exemple de la Sears Roebuck, aux États-Unis, et de considérer ce qu'elle a fait pour le développement de l'industrie régionale grâce à ses achats. Le gouvernement pourrait encourager le développement du secteur des services dans les différentes régions du Canada. Aujourd'hui, le secteur des services est celui qui témoigne de la plus forte expansion et des plus grandes possibilités d'emploi, et le gouvernement est puissant dans certains domaines de ce secteur qui ne concerne pas seulement les Canadiens. Il peut s'agir, en effet, d'exportateurs qui traitent avec l'étranger. En ce qui touche le développement du tourisme, les centres médicaux tels que celui de Rochester, les centres d'ordinateurs créés un peu partout au Canada, ainsi que les aéroports, le gouvernement pourrait contribuer pour beaucoup au développement du secteur tertiaire.

La troisième initiative mentionnée par le gouvernement est d'améliorer la commercialisation des ressources naturelles. La mise en valeur des ressources naturelles devrait intéresser, et intéresse effectivement au premier chef le gouvernement.

Nous devrions consentir à payer davantage en vue des échanges avec l'étranger que créent les industries d'exploitation de ressources. C'est une théorie que nous avons acceptée lors du pacte de l'automobile. Nous allons entendre parler de nos politiques fiscales dans un livre blanc. Ces politiques devraient encourager la mise en valeur de nos ressources naturelles. On dira que les compagnies qui exploitent nos richesses naturelles font de bonnes affaires, mais, dans le cas contraire,